

Situation économique

mais je comprends ces efforts qui sont des correctifs par rapport à une faille sur le plan de la stratégie industrielle inexistante. Alors on a tenté, on a même parlé des mesures sociales. Le ministre des Finances (M. Chrétien) a parlé des accommodements de l'assurance-chômage, mais, monsieur l'Orateur, ce n'est certes pas avec cela encore qu'on va bâtir un Canada fort, bien uni et bien organisé. Ceci nous oblige à déplorer à la Chambre cette absence d'initiative, ce manque de prévoyance, ce manque de clairvoyance du gouvernement.

Et on y a passé le référendum du Québec, à savoir que le ministre des Finances signale, bien sûr, que le référendum devrait avoir lieu le plus tôt possible, mais quel rapport cela peut-il avoir avec l'absence de mesures et la situation économique actuelle? Je pense, monsieur l'Orateur, qu'il ne faudrait quand même pas encore répéter et je ne voudrais pas être obligé de le répéter: ce n'est pas depuis le 15 novembre dernier que la situation dans l'industrie canadienne fait défaut, qu'on connaît des difficultés, mais cela fait des années. Il y a quatre ou cinq ans déjà, notre chef, le député de Halifax (M. Stanfield), avait fait une tournée à la grandeur du pays pour avertir les Canadiens du danger qui nous guettait au sujet de l'inflation et du chômage, et on le traitait de prophète de malheur, monsieur l'Orateur.

Jamais le gouvernement a senti le besoin ou la justification de prendre quelques conseils de ce député qui avait fait ses preuves de sa compétence en économie. Non, on a préféré rejeter cela pour des raisons politiques et là on se retrouve dans l'obligation de voir notre premier ministre du Canada se promener dans tout le pays. Je ne dis pas qu'il fait mal, mais c'est cette obligation aujourd'hui qui l'amène à rencontrer les dix premiers ministres des provinces et à imaginer une grande rencontre pour un sommet économique qui aurait dû être fait il y a déjà plusieurs années. Je pense que si on avait eu cette clairvoyance que tout gouvernement doit avoir, on ne serait pas aujourd'hui à discuter ces difficultés qui confrontent les Canadiens et qui causent énormément de souffrance également à la population qui attend depuis longtemps certains correctifs.

On nous dira également que l'on sent le besoin de parler d'un fédéralisme renouvelé. Samedi soir, j'écoutais le ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales (M. Lalonde). Il s'engageait vers un renouveau. J'écoutais également le premier ministre récemment qui rejetait du revers de la main et qui nous disait: Gardez-vous bien de vous laisser entraîner dans une troisième voie ou d'une troisième option. Pourtant, la Commission Pepin-Robarts, monsieur l'Orateur, ne se gêne pas pour parler de cette troisième voie qui devient essentielle entre le *statu quo*, cet esprit de centralisation que nous avons de ce côté-ci à Ottawa et la proposition faite par le gouvernement du Québec. Il semble très clair qu'il faut se diriger entre ces deux extrêmes. Donc la Commission Pepin-Robarts, par ses audiences un peu partout dans le pays, sent le besoin de parler de décentralisation de certains pouvoirs ou de certaines juridictions pour intéresser les provinces, les faire participer à l'élaboration d'une grande politique pour l'avenir, d'une politique à long terme. Cette absence des provinces, bien sûr, ont irrité ces dernières.

Et on se demandait tantôt comment il se fait qu'on est rendu au Québec à poser la question du référendum. Il faudrait peut-être demander pourquoi les Québécois sentent le besoin de se poser à nouveau la question. Il y a des raisons à cela; ce

peut être autant l'absence de mesures. Je pense bien que mes amis d'en face reconnaîtront que lors des dernières élections provinciales au Québec, dans les circonscriptions rurales, la mauvaise gestion dans l'industrie laitière, la mauvaise planification, l'absence de sécurité dans l'industrie laitière ont fait perdre au gouvernement libéral provincial un nombre de circonscriptions incalculables.

Pourtant cela ne dépendait pas du gouvernement provincial. Il s'agissait d'une politique établie par le gouvernement fédéral qui a coûté cher aux libéraux. Je me souviens avoir entendu des libéraux provinciaux déplorer cette politique qui allait leur coûter cher, que ce soit dans le domaine du textile ou dans celui de la chaussure. Ce n'est pas depuis le 15 novembre, monsieur l'Orateur, qu'on a vu diminuer le nombre des mises à pied. Dans le domaine des mines, on en a parlé récemment, c'est la même chose. Alors cette situation, monsieur l'Orateur, a fort irrité les Québécois et ils se posent à nouveau la question: Est-ce que le gouvernement fédéral peut nous aider? Peut-il nous donner une place dans ce pays où il ferait bon vivre? J'ai envie de répondre: Bien sûr, qu'il est encore temps, mais avec des modifications et une souplesse qui s'imposent, et une flexibilité tout à fait nouvelle dans tout l'ensemble de ce fédéralisme.

Je crois que si le gouvernement fédéral veut véritablement faire quelque chose en ce sens, qu'on cesse ici, monsieur l'Orateur, de prétendre que le gouvernement du Québec particulièrement ne fait que des gorges chaudes au gouvernement fédéral. Je pense qu'on doit passer par-dessus ces choses; bien sûr qu'il y aura et il y a déjà eu des prises de bec entre les gouvernements provinciaux, cela ne date pas d'hier. Faut-il retourner à l'époque de M. Duplessis pour connaître les combats qui ont été menés? Ou encore à MM. Johnson, Bertrand, Bourassa, Lesage? Alors cela n'est pas d'hier.

On a vu d'ailleurs les premiers ministres d'autres provinces donner des opinions très sévères sur la façon dont le gouvernement fédéral s'acquittait de sa tâche. Or, raison de plus, monsieur l'Orateur, pour souhaiter que ce gouvernement réunisse autour de lui non seulement les provinces mais également les syndicats, les hommes d'affaires, pour qu'ensemble ils puissent trouver des solutions aux problèmes économiques. La preuve est faite que ce gouvernement seul ne pourra trouver ces solutions et ne pourra imaginer ces initiatives. Partant de là, j'ose espérer que les revendications que nous faisons avec beaucoup d'objectivité seront étudiées, et j'espère bien que le gouvernement se prévaudra des services qui lui sont nécessaires dans tous les secteurs économiques pour établir une politique à long terme et pour donner aux Canadiens des emplois qui leur permettront d'être fiers. Cela, je l'espère, vaudra tant pour les jeunes que pour les moins jeunes.

Monsieur l'Orateur, j'allais oublier de dire que parfois on nous dit qu'on n'a pas de solutions à offrir. A mon avis, avec un million de chômeurs, il serait fort intéressant de penser, monsieur l'Orateur, à la possibilité de permettre aux gens de 60 ans de se prévaloir de cette sécurité sur la vieillesse sans les y obliger, que ce soit facultatif. Partant de là, je pense qu'on permettra du même coup à des jeunes d'être sur le marché du travail, et on permettra à des gens qui méritent un repos bien mérité pourtant de se retirer du marché du travail et de faire place à ces jeunes que nous sommes en train de pourrir par l'absence de mesures suffisantes en matière d'emploi. Donc, je